



**ACHED, Association Citoyenne
pour une Heure Équitable et Durable**
14 avenue de St Germain,
78160 Marly-le-roi

A l'attention de

Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République française
Palais de l'Élysée,

Monsieur Sébastien Lecornu
Premier Ministre
Hôtel de Matignon

Le 28 juin 2026

Objet : Situation d'urgence et désavancement de l'heure légale («Retour vers le fuseau»)

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Premier ministre,

Nous vous avons écrit en mars dernier sans recevoir de réponse (objet : *Changement d'heure du 29 mars 2026 – faisabilité d'une adaptation immédiate*).

Au regard de la situation actuelle, nous vous demandons que la France ne dépasse pas **UTC+1** à compter de mars 2027 et que les dispositions nécessaires soient prises en ce sens.

Compte tenu des épisodes de canicule en cours, il serait également pertinent d'étudier un retour immédiat à **UTC+1**, voire à **UTC+0**.

L'heure avancée (**UTC+2**) est déconseillée **toute l'année** par un consensus de chronobiologistes. En période de **canicule**, elle prolonge les soirées chaudes alors qu'il fait encore jour, au moment même où la **population** cherche à rafraîchir les logements et à préparer le sommeil. Dès 2009, l'ADEME reconnaissait que l'avancement de l'heure accroît les besoins de **climatisation dans le secteur résidentiel**. Depuis plusieurs années, nous attirons votre attention sur des conséquences qui dépassent largement les seuls effets directs sur l'éclairage, le chauffage et la climatisation. Nos estimations prennent également en compte les effets de l'avancement de l'heure légale sur la santé, les comportements, la consommation en général et les émissions de carbone. Dans notre lettre de mars 2025, nous estimions ces conséquences à **7 milliards d'euros de dépenses de santé supplémentaires** et à **au moins 1,7 million de tonnes de CO₂ par an**.

Nous vous remercions par avance de l'attention portée à cette question et restons à votre disposition pour tout échange.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre haute considération.

Pour l'ACHED, sa présidente,
Laetitia Moreau-Gabarain